

Action en Irlande

L'IPSC tient des « Cartes postales pour la Palestine » lors de l'événement «Open House» parrainé par l'ambassade d'Israël

5 octobre 2012

<http://www.ipsc.ie/press-releases/report-ipsc-hold-postcards-for-palestine-action-at-israeli-embassy-sponsored-open-house-event>



Pendant une sombre, froide et morne soirée à Dublin, des membres et sympathisants de la campagne Irlande-Palestine Solidarité (IPSC) ont injecté un peu de couleur vive dans le crépuscule avec des « Cartes postales pour la Palestine ». L'événement a été organisé à la dernière minute pour contrer une exposition parrainée par l'ambassade d'Israël en cours de lancement au Dublin Civic Trust sur Castle Street, le jeudi 4

Octobre, invitant les Dublinois à envoyer des cartes postales à destination de Tel Aviv. L'événement parrainé par l'État israélien, honteusement sous les auspices du festival Open House architectural, est la dernière d'une ligne d'événements culturels de propagande que l'Etat a récemment mis en scène dans ce pays, dans le cadre de leurs efforts pour blanchir l'occupation, l'apartheid et les crimes de guerre. Le ministère des Affaires étrangères israélien a déclaré explicitement qu'il considère « la culture comme un outil de hasbara [propagande] de premier rang » et ne « fait pas de distinction entre la hasbara et la culture ». Scandaleusement, l'événement a été officiellement lancé par le ministre irlandais de l'Éducation, Ruairi Quinn.

En réponse, l'IPSC a organisé « Cartes postales pour la Palestine » à l'extérieur, afin de rappeler à ceux qui assistent qu'aujourd'hui encore, l'Etat d'Israël mène une politique de démolitions de maisons et de construction de colonies dans les Territoires palestiniens occupés.

En plus de distribuer des centaines de tracts aux passants, IPSC invitait les personnes à écrire des cartes postales de solidarité aux familles de réfugiés des villages dépeuplés palestiniens, privés de leur droit au retour dans leur patrie. Nous avons recueilli des dizaines de cartes postales, qui seront numérisées et mises en ligne, afin que les gens de Sheikh Muwannis, Jammusin, Salame et Summeil sachent que leurs histoires ne sont pas oubliées. Plusieurs éminents architectes irlandais ont également publié une lettre dans le journal Irish Times sur la question.

En particulier, l'IPSC a été déçu par la facilitation du Dublin Civic Trust à cet événement, étant donné que sa mission inclue « la reconnaissance et la protection du patrimoine architectural de la ville [...] générer une plus grande prise de conscience de Dublin sur son environnement bâti historique [...] prendre connaissance de son passé tout en embrassant l'avenir » est en contradiction totale avec la possibilité

d'être associé à un événement parrainé par l'Etat israélien, compte tenu de la politique impitoyable d'Israël de destruction sociale et architecturale.

En 1948, Israël a été formé par l'épuration ethnique de plus de 700.000 Palestiniens autochtones impliquant le dépeuplement forcé de 531 villes et villages et 11 quartiers urbains. Par la suite, les forces israéliennes ont délibérément rasé 70% de ces zones au sol, 22% ont été « en grande partie détruit », moins de 2% ont été détruits à peine, moins de 2% ont été pris en charge par des colons israéliens, et le statut des 5% restants est indéterminé.

En effet, contrairement à l'affirmation de l'ambassade israélienne (sur l'invitation à l'événement «Cartes postales») que Tel-Aviv « a émergé à partir des dunes de sable », la ville est, en partie, construite sur les restes de quatre villages palestiniens – Sheikh Muwannis, Jammusin, Salame et Summeil. Aujourd'hui, seulement 4% de la population de la ville sont palestiniens. Le professeur israélien Moshe Zuckerman l'a décrit ainsi: « nous avons détruit une culture, détruit une vie, détruit l'éducation, détruit ce qui était ici ».

Un tel comportement destructif n'est pas non plus reléguée dans le passé. Depuis 1967, Israël a démoli plus de 25.880 structures palestiniennes dans les territoires occupés, pour ne pas mentionner l'assaut massif sur l'infrastructure civile de Gaza pendant l'attaque de l'exercice 2008-09 « Opération Plomb Durci », qui a aussi laissé plus de 1.400 morts. En raison de la persistance du blocus israélien de Gaza, qui comprend des restrictions sévères à l'importation de matériaux de construction, les Palestiniens ont trouvé incroyablement difficile de reconstruire leur société. Dans le même temps, Israël continue à financer la construction de colonies de peuplement en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, une grave violation de la quatrième Convention de Genève, et administre un système d'apartheid et d'occupation militaire contre les

Palestiniens.

En outre, les citoyens palestiniens d'Israël sont les principales cibles d'expulsions par la «gentrification» des structures historiques palestiniennes et les districts mixtes (juifs et arabes) des villes – et ce n'est nulle part plus évident qu'à Tel-Aviv. Alors que Tel-Aviv fait des appels à la tolérance, la réalité de la discrimination contre les Palestiniens indigènes à Tel-Aviv est pire aujourd'hui que jamais. Dans de larges zones de la ville, un système informel de logement et la discrimination existe qui ne serait pas déplacé dans le Sud profond des Etats-Unis dans les années 50. Par ailleurs, les Arabes bédouins dans le désert du Néguev (Naqab) subissent systématiquement des réinstallations forcées, avec un village, al-Araqib, détruit plus de trois douzaines de fois.

La prétention d'Israël au pluralisme sonner creux elle aussi. En 2009, le Département d'Etat américain a noté qu'en Israël la «Loi de 1967 de protection des lieux saints s'applique aux lieux saints de tous les groupes religieux dans le pays et dans l'ensemble de Jérusalem, mais que le gouvernement ne met en œuvre la réglementation uniquement pour les sites juifs. Les lieux saints non-juifs ne bénéficient pas de la protection juridique en vertu de ce que le gouvernement ne les reconnaît pas comme des lieux saints officiels. À la fin de 2008, il y avait 137 lieux saints désignés, qui étaient tous juifs. En outre, le Gouvernement a élaboré des règlements pour n'identifier, ne protéger et ne financer que des lieux saints juifs. Alors que des sites bien connus ont une protection de facto en raison de leur importance internationale, de nombreux sites musulmans et chrétiens sont négligés, inaccessibles ou menacés par les promoteurs immobiliers et les municipalités».

Enfin, bien que l'invitation décrit Tel Aviv comme «Ville UNESCO de l'architecture », il convient de noter qu'Israël a retiré son financement pour l'UNESCO en Novembre 2011 après que l'organisation a admis la Palestine en tant que membre.

Voilà pour la tolérance culturelle!

Que le Dublin Civic Trust joue à permettre à ses locaux d'être utilisés pour une journée portes ouvertes et permettre que son nom soit associé à un événement parrainé par un État avec un tel bilan catastrophique en matière de droits de l'homme et de manque de respect pour les Palestiniens sur le plan architectural, culturel et patrimoine spatial est inadmissible. En s'associant à un tel événement, ils contribuent à légitimer ces actions de propagande de la «marque Israël».

Le tract:

<http://www.ipsc.ie/docs/pdf/%5B2012-10%5DNoOpenHouseApartheidLeaflet.pdf>

Plusieurs éminents architectes irlandais ont publié une lettre dans le journal Irish Times sur la question:

<http://www.irishtimes.com/newspaper/letters/2012/1004/1224324835696.html>

La vidéo de l'action: